



**CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
DELEGATION RHONE AUVERGNE
2 avenue Albert Einstein B.P. 61335
69609 Villeurbanne Cedex**

EXTENSION DES INFRASTRUCTURES VIL2 DU CC IN2P3 - CNRS

MARCHE DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES COMMUN A TOUS LES LOTS

(CCAP n° 2018-12)

PROCEDURE DE CONSULTATION :

La présente consultation est passée selon une procédure adaptée en application des articles 42 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, notamment son article 27.

Service responsable de la passation du marché

CNRS Délégation Rhône Auvergne
SFC/Pôle Achats & Marchés
2 avenue Albert Einstein B.P. 61335
69609 Villeurbanne Cedex

SOMMAIRE

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1.1 OBJET DU MARCHÉ - EMPLACEMENT DES TRAVAUX.....	4
1.2 INTERVENANTS.....	4
1.3 ORDRES DE SERVICE	5
1.4 CONNAISSANCE DE L'OUVRAGE.....	5
1.5 INFORMATIONS ET CONFIDENTIALITE	6
1.6 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION	7
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	8
ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES – REGLEMENT DES COMPTES – VARIATION DANS LES PRIX	9
3.1 PRIX - MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - REGLEMENT DES COMPTES	9
3.2 REVISION DES PRIX.....	11
3.3 AUTOLIQUIDATION DE LA TVA EN CAS DE SOUS-TRAITANCE DANS LE BTP	12
3.4 COTRAITANTS ET SOUS-TRAITANTS.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
3.5 DELAI GLOBAL DE PAIEMENT - INTERETS MORATOIRES.....	12
3.6 TRAVAUX NON PREVUS – TRAVAUX MODIFICATIFS	13
ARTICLE 4. DELAI(S) D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES	14
4.1 DELAI(S) D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	14
4.2 PROLONGATION (DU) (DES) DELAI(S) D'EXECUTION	15
4.3 PENALITES DE RETARD	16
4.4 PENALITES DIVERSES (AJOUTER DES PENALITES POUR ABSENCE DE NETTOYAGE)	16
4.5 DELAIS ET PENALITES POUR NON REMISE DE DOCUMENTS.....	17
4.6 CUMUL DES PENALITES.....	18
4.7 REFACTIONS POUR IMPERFECTIONS TECHNIQUES	18
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	19
5.1 RETENUE DE GARANTIE.....	19
5.2 AVANCE.....	19
5.3 NANTISSEMENT DE CREANCES	19
ARTICLE 6. PROVENANCE - QUALITE - CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	21

6.1	PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	21
6.2	CARACTERISTIQUES – QUALITES – VERIFICATIONS - ESSAIS ET EPREUVE DES MATERIAUX ET PRODUITS	21
ARTICLE 7.	PREPARATION - COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	22
7.1	COORDINATION DES ENTREPRISES.....	22
7.2	PERIODE DE PREPARATION – PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX	22
7.3	ETUDES - PLANS D'EXECUTION	23
7.4	MESURES D'ORDRE SOCIAL - APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL	23
7.5	ORGANISATION - SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE SUR LES CHANTIERS	23
7.6	OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC OU PRIVE	26
7.7	DEGRADATIONS CAUSEES AUX VOIES PUBLIQUES	26
7.8	RENDEZ-VOUS DE CHANTIER.....	26
7.9	PROTECTION CONTRE LES NUISANCES.....	26
ARTICLE 8.	CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX	27
8.1	ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX	27
8.2	RECEPTION	27
8.3	PRESENTATION DES DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION.....	27
8.4	DELAIS DE GARANTIE	28
8.5	GARANTIES PARTICULIERES	28
8.6	ASSURANCES.....	28
ARTICLE 9.	RESILIATION DU MARCHÉ	29
ARTICLE 10.	REGLEMENT DES LITIGES	30
ARTICLE 11.	DEROGATIONS AU CCAG Travaux	31

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 OBJET DU MARCHÉ - EMPLACEMENT DES TRAVAUX

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent les marchés de travaux pour l'extension des infrastructures de la salle VIL2 du CC IN2P3, sis 21 avenue Pierre de Coubertin, 69100 Villeurbanne.

Les travaux se dérouleront en site occupé. Les activités de recherche des personnels du bâtiment seront maintenus pendant toute la durée des travaux.

Le CCAP est commun à l'ensemble des **lots composant les besoins du maitre d'ouvrage en travaux** :

LOT n°	DESIGNATION
01	SECOND OEUVRE
02	ELECTRICITE – CFO
03	CVC – SPRINKLER
04	GTC

1.2 INTERVENANTS

1.2.1 MAITRISE D'OUVRAGE

CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

DELEGATION RHONE AUVERGNE

2 avenue Albert Einstein B.P. 61335

69609 Villeurbanne Cedex

1.2.2 MAITRE D'ŒUVRE

La mission de maîtrise d'œuvre comprend les éléments suivants : PRO / DCE – ACT – VISA – DET – AOR – OPC.

Elle est confiée à la société :

APL

115, Boulevard Stalingrad

69100 Villeurbanne

1.2.3 TITULAIRE

En cas de changement de(s) l'intervenant(s) désigné(s) dans l'offre après la notification du marché, le CNRS devra en être préalablement informé. Il ne pourra toutefois être affecté à l'exécution de la prestation qu'un(des) intervenant(s) ayant un profil au moins équivalent à celui proposé dans l'offre.

1.2.4 COORDINATION EN MATIERE DE PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS

La mission est confiée à la société :

QUALICONSULT

5 Bis Rue Claude Chappe
Parc de Crécy
69771 SAINT DIDIER AU MONT D'OR

1.2.5 CONTROLE TECHNIQUE

La mission de contrôle technique comprend les éléments : L – LE – STI – VIEL

Elle est confiée à la société :

ALPES CONTROLES

Agence de Lyon
17 avenue Condorcet
69100 VILLEURBANNE

1.2.6 EMPLOI DE LA LANGUE FRANÇAISE

Les correspondances, réunions et discussions relatives au marché se déroulent en français. Le titulaire prendra les dispositions nécessaires afin que le personnel ne maîtrisant pas la langue française puisse bénéficier de la présence d'un interprète ou d'une personne pouvant traduire, notamment pour la compréhension des consignes de sécurité et des informations délivrées.

1.3 ORDRES DE SERVICE

Les ordres de services sont établis par le maître d'œuvre.

En complément de l'article 3.8 du CCAG Travaux, il est précisé que tous les ordres de services émis par le maître d'œuvre relatifs à une modification du montant contractuel des travaux, une modification des délais d'exécution et/ou une modification du programme initial doivent faire l'objet préalablement d'une décision écrite du maître de l'ouvrage.

1.4 CONNAISSANCE DE L'OUVRAGE

Le titulaire, doit, conformément aux dispositions légales ou réglementaires en vigueur à la date de notification du marché, le complet achèvement de tous les travaux suivant les règles de l'art et la parfaite utilisation de l'ouvrage.

Il reconnaît avoir une parfaite connaissance des lieux et de l'ouvrage dans la mesure où ces renseignements peuvent être raisonnablement obtenus lors de l'éventuelle visite des lieux et des études qui ont été faites par la maîtrise d'œuvre et qui sont à sa disposition, ainsi que de toutes les contraintes ou sujétions y afférent et avoir eu la possibilité d'effectuer ou de demander que soient effectués tous sondages ou reconnaissances de quelque nature que ce soit nécessaires à l'exécution parfaite de ses prestations. Il ne pourra arguer en aucune façon, de l'absence ou de l'insuffisance d'informations ou de renseignements postérieurement à la notification du marché pour s'exonérer de sa pleine et entière responsabilité dans l'exécution de ses obligations contractuelles.

Les conséquences des erreurs et carences du titulaire dans sa collecte des renseignements ne peuvent que demeurer à sa charge.

A ce titre, le titulaire est réputé avoir pris connaissance des éléments suivants :

- les prestations prévues aux autres marchés ;
- la nature et de l'emplacement des lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées ;
- les modalités d'accès, d'installation de chantier, de stockage, de matériaux, etc., des disponibilités en eau, en énergie électrique, etc. ;
- les caractéristiques de l'équipement et des installations nécessaires au début et pendant l'exécution des travaux ;
- tous les autres éléments pour lesquels des informations peuvent être raisonnablement obtenues et qui pourraient en quelque manière influencer sur les travaux et sur les prix de ceux-ci.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

Dans le cas où le titulaire est responsable de toute dégradation et/ou désordre susceptible d'affecter les ouvrages voisins, il s'engage à relever et garantir le maître d'ouvrage de tout recours qui lui serait fait à ce titre.

1.5 INFORMATIONS ET CONFIDENTIALITE

1.5.1 INFORMATIONS

Le maître d'ouvrage communique au titulaire toutes les informations et pièces dont il est destinataire et dont la connaissance est utile au titulaire pour l'exécution du présent marché.

Il s'agit notamment :

- De toute communication émanant des autorités ou services instruisant les dossiers de demandes d'autorisation ou d'agrément, en particulier, toute observation et toute demande de pièce complémentaire
- De toute observation ou de tout document adressé directement au maître d'ouvrage par les autres intervenants.

Le titulaire communique au maître d'ouvrage toutes les informations ou pièces dont il serait seul destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'ouvrage.

1.5.2 CONFIDENTIALITE

Les parties sont tenues par l'article 5 du CCAG travaux.

Le titulaire, ses salariés ou sous-traitants qui, à l'occasion de l'exécution du présent marché, ont reçu communication d'informations, de renseignements, documents ou objets quelconques, sont tenus de maintenir confidentielle cette communication.

Ces renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation écrite du CNRS, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Le titulaire s'interdit d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues au marché.

En complément des dispositions de l'article 5.3 du CCAG, il sera demandé aux entreprises de tenir à disposition des responsables du Centre de Calcul de la maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre un listing à jour des personnes travaillant sur site ainsi que leurs cartes nationales d'identités.

1.6 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION

Le titulaire devra prendre à sa charge, en vue d'atténuer la gêne occasionnée aux usagers des voies d'accès pendant la durée de l'opération, toutes les précautions utiles pour réduire autant que possible les risques ou inconvénients suivants :

- bruits d'origines diverses (tous engins à moteur thermique, compresseurs, scies, tous outils à percussion, etc.).
- odeurs, fumées, gaz (moteurs thermiques, etc.).
- poussières d'origines diverses : ponçages, démolitions, enlèvement de gravois, etc.
- état défectueux des voies et accès (boues et gravois, tranchée pour canalisations).
- sécurité insuffisamment assurée par le fait même du caractère précaire des barrières, palissades, chemins de piétons, garde-corps, etc.

ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives de chaque marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante (seul l'exemplaire original de ces pièces conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait foi) :

a) Pièces particulières

- l'acte d'engagement (ATTR1) ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) commun à tous les lots;
- le planning prévisionnel des travaux;
- le Cahier des Clauses Techniques Communes (C.C.T.C.) commun à tous les lots ;
- les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) pour chacun des lots;
- les pièces graphiques et spécifications techniques pour chacun des lots ;
- la Décomposition des Prix Globale et Forfaitaire (DPGF) pour chacun des lots. Seuls sont rendus contractuels les prix indiqués dans la DPGF pour rémunérer les unités utilisables pour le règlement des éventuels travaux modificatifs ou aléas,

Nota 1 : les pièces écrites et documents graphiques se complètent, étant précisé :

- en cas d'omission d'une information sur l'un des documents, et en l'absence d'indication contraire du Maître d'œuvre, le document le plus complet est à prendre en compte ;
- en cas de contradiction entre les pièces écrites et les documents graphiques, les pièces écrites priment sur les documents graphiques.

b) Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini à l'article 3.2 du présent CCAP et notamment :

- Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G.) approuvé par l'arrêté du 8 septembre 2009;
- Cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux issu de l'arrêté du 30 mai 2012;
- L'ensemble des textes administratifs auquel, par sa nature, est soumise l'opération ;
- Avis Techniques des matériaux en vigueur et aux D.T.U listés dans chaque CCTP.
- Normes AFNOR.
- Les règles et prescriptions de mise en œuvre éditées par les fabricants.

Le titulaire est réputé connaître parfaitement l'ensemble des normes et règlements applicables à l'opération et à ses prestations et en avoir tenu compte dans l'établissement de ses prix.

ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES – REGLEMENT DES COMPTES – VARIATION DANS LES PRIX

3.1 PRIX - MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - REGLEMENT DES COMPTES

3.1.1 CONTENU DES PRIX

3.1.1.1 *Dispositions générales*

Le titulaire doit comprendre dans ses prix :

- la fourniture, la pose et l'enlèvement de toutes les installations nécessaires à l'exécution de ses ouvrages et à la sécurité de ses ouvriers;
- la protection de ses ouvrages jusqu'à la réception, l'enlèvement de ces protections, les raccords éventuels;
- le ramassage et l'enlèvement de ses déchets et déblais au fur et à mesure du chantier;
- toutes les prestations nécessaires à une parfaite finition de ses ouvrages, le détail descriptif n'étant pas limitatif des prestations accessoires;
- la fourniture de l'énergie électrique nécessaire à l'exécution des travaux;
- la prise en charge des travaux, indemnités et réparations propres aux dégâts occasionnés par son intervention sur les ouvrages environnants;
- la réalisation des plans d'exécution, qui seront à soumettre à l'approbation du Maître d'œuvre pendant la période de préparation;
- le nettoyage journalier à l'avancement de ses travaux
- en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles telles qu'intempéries, phénomènes naturels dans la région d'exécution des travaux ;
- en tenant compte des sujétions de toute nature et de toute origine liées aux contraintes d'accessibilité du site.

3.1.1.2 *Dépenses nécessaires aux installations communes de chantier*

Ces dépenses sont définies à l'article X/ du CCTC.

3.1.2 REGLEMENT DES PRESTATIONS

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par le prix global et forfaitaire, révisable, figurant à l'acte d'engagement et dont le détail est donné dans la DPGF.

3.1.3 REPARTITION DES PAIEMENTS

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire mandataire, à ses cotraitants.

3.1.4 REGLEMENT DES ACOMPTES ET DU SOLDE

L'établissement du projet de décompte s'effectuera avant la fin de chaque mois et sera remis contre récépissé au plus tard à la Maîtrise d'œuvre le premier jour ouvrable du mois suivant l'exécution des travaux considérés.

En cas de retard dans la remise du projet de décompte mensuel, la situation du titulaire sera traitée le mois suivant par le Maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 13.2.2 du CCAG Travaux, le maître d'œuvre propose au représentant du pouvoir adjudicateur de régler les sommes qu'il admet. Cette notification intervient dans les sept jours calendaires à compter de la date de réception de la demande de paiement mensuelle du titulaire.

Ce décompte fera ressortir le montant de l'acompte mensuel et pourra faire apparaître, y compris pendant la période de préparation des travaux, les montants afférents aux études d'exécution.

Chaque décompte doit comporter à minima:

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- Le numéro du lot ;
- la désignation de l'organisme débiteur
- le relevé des travaux exécutés accompagné du calcul des quantités prises en compte,
- l'état des prix forfaitaires
- le montant hors taxe des travaux exécutés ;
- le calcul (justifications à l'appui) des coefficients de révision des prix ;
- le remboursement des débours incombant au maître de l'ouvrage dont le titulaire a fait l'avance, le cas échéant,
- les montants et taux de TVA légalement applicables pour chacun des travaux exécutés ;
- le montant total TTC des travaux exécutés ;
- la date de facturation.

Le montant de l'acompte mensuel à régler au titulaire est déterminé, à partir du décompte mensuel, par la Maîtrise d'œuvre qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

- a) Le montant de l'acompte établi à partir des prix de base
- b) L'effet de la révision des prix
- c) Le montant de la T.V.A

d) Le montant de l'acompte total à régler, ce montant étant la somme des postes a, b et c ci-dessus, diminuée de la retenue de garantie.

3.2 REVISION DES PRIX

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

Les prix sont révisibles suivant les modalités fixées aux articles 3.2.1.2 et 3.2.1.3 du présent document.

3.2.1.1 mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixé à l'acte d'engagement (ATTR11) ; ce mois est appelé « mois zéro ».

3.2.1.2. index de référence

Les formules pour l'actualisation ou la révision des travaux sont établies à l'aide des indices suivants :

Pour le lot n°1 : BT10 : Revêtements en plastique base 100 en 2010

BT18a : menuiserie intérieure base 100 en 2010

BT46 : Peinture, tenture et revêtements muraux base 100 en 2010

Pour le lot n°2 : BT 47 : électricité base 100 en 2010

Pour le lot n°3 : BT 41 : Ventilation et conditionnement d'air base 100 en 2010

Pour le lot n°4 : BT 47 : électricité base 100 en 2010

3.2.1.3 modalités de révision des prix

Pour la révision de prix du présent marché, il est fait application des indices de référence listées à l'article 3.2.1.2 du présent document.

Le coefficient de révision (Cn) applicable pour le calcul de chaque acompte mensuel est donné par la formule :

Pour les lots 2, 3 et 4 :

$$C_n = \frac{BT_{\text{correspondant}_n}}{BT_{\text{correspondant}_0}}$$

dans laquelle $BT_{\text{correspondant}_n}$ et $BT_{\text{correspondant}_0}$ sont les valeurs prises de l'indice de référence BT du marché respectivement connue au mois n d'exécution des prestations et au mois zéro (mois d'établissement des prix) soit **juillet 2018**.

$$\text{Pour le lot n°1 : } P = P_0 \left[0.15 + 0.85 \left(0.5 \times \frac{BT_{10_n}}{BT_{10_0}} + 0.25 \times \frac{BT_{18_n}}{BT_{18_0}} + 0.25 \times \frac{BT_{46_n}}{BT_{46_0}} \right) \right].$$

dans laquelle $BT_{\text{correspondant}_n}$ et $BT_{\text{correspondant}_0}$ sont les valeurs prises de l'indice de référence BT du marché respectivement connue au mois n d'exécution des prestations et au mois zéro (mois d'établissement des prix) soit **juillet 2018**.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

3.2.1.4 Modalité de règlement des révisions

Par mesure de simplification, il ne sera pas procédé au règlement de révision de prix provisoire.

La révision des prix est présentée par le titulaire, lors de sa demande de paiement, avec les informations nécessaires (notamment la valeur des indices) au contrôle du calcul.

3.2.1.5 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur selon la législation. Ils feront apparaître les taux de TVA et les montants de la TVA résultant de l'application de ceux-ci aux montants des travaux dans les conditions édictées par cette législation.

3.3 AUTOLIQUIDATION DE LA TVA EN CAS DE SOUS-TRAITANCE DANS LE BTP

Depuis janvier 2014, un nouveau mécanisme d'auto-liquidation de la TVA est instauré dans le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP), lorsque des travaux sont effectués par un sous-traitant pour le compte d'un donneur d'ordre assujéti à la TVA. Ainsi, la taxe due au titre des travaux de construction réalisés par un sous-traitant doit désormais être acquittée par le donneur d'ordre. Les sous-traitants n'ont plus à déclarer ni à payer la TVA due au titre de ces opérations.

3.4 DELAI GLOBAL DE PAIEMENT - INTERETS MORATOIRES

Le délai global de paiement des acomptes et du solde est fixé à 30 jours à compter :

- pour les acomptes, de la date de réception de la demande de paiement exigible par le maître d'œuvre ;
- pour le solde, de la date d'acceptation par le titulaire du décompte général.

Le défaut de paiement dans les délais fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour du calendrier du semestre au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points. Une indemnité forfaitaire de 40 € est également due au créancier au titre des frais de recouvrement.

3.5 TRAVAUX NON PREVUS – TRAVAUX MODIFICATIFS

3.5.1 TRAVAUX MODIFICATIFS

Au cours de l'exécution des prestations du marché, des fiches de demande de modifications des travaux pourront être émises par le maître d'œuvre.

Ces fiches définissent soit les travaux prévus mais à modifier, soit les travaux non prévus.

Le titulaire devra fournir au maître d'œuvre, dans un délai de quinze jours calendaires maximum à compter de la date de notification de la demande, un devis de travaux, avec l'incidence sur le planning d'exécution.

Ce devis devra être détaillé, et accompagné des métrés et de tout plan nécessaire à sa compréhension, il sera établi dans l'ordre et la logique des DPGF, il reprendra les codes et références figurant dans les DPGF, et il sera fait application des prix unitaires des DPGF, seuls contractuels.

Si les travaux demandés ne figurent pas dans les DPGF, la procédure des prix nouveaux et, éventuellement, des prix provisoires sera appliquée dans le respect du CCAG travaux. Plus concrètement l'entreprise présentera un devis de travaux avec le détail de ses prix nouveaux et l'incidence sur le planning d'exécution.

Le maître d'œuvre notifiera par ordre de service son accord et ses observations éventuelles sur les devis établis.

Les demandes de modifications qui pourront être émises par le maître d'œuvre au cours de l'exécution des prestations du marché mentionneront la définition des travaux modificatifs.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité s'il n'est pas donné suite à ses études et devis.

ARTICLE 4. DELAI(S) D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES

4.1 DELAI(S) D'EXECUTION DES TRAVAUX

Le délai global d'exécution part de la délivrance de l'ordre de service de démarrage des travaux.

Le délai global d'exécution des travaux est de six (6) mois à compter de la date de réception de l'ordre de service établi par le maître d'œuvre indiquant la date de démarrage des prestations.

En dérogation de l'article 28.1 du CCAG travaux, une période de préparation d'un (1) mois est comprise dans le délai global d'exécution. Les congés sont également inclus dans ce délai.

Le délai d'exécution des prestations comprend :

- la période de préparation
- les congés annuels des entreprises
- les travaux
- le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux mis à la disposition des entreprises

4.1.1 PLANNING DETAILLE D'EXECUTION

Le planning prévisionnel d'exécution est joint au marché. Il fixe de manière prévisionnelle le délai global d'exécution de chaque marché.

Il s'applique jusqu'à l'accord du titulaire et de maître d'œuvre sur le planning détaillé d'exécution établi pendant la période de préparation.

En sus des clauses du CCAG Travaux il est précisé les dispositions suivantes.

Le maître d'œuvre établit en concertation avec le titulaire du marché de travaux le planning contractuel détaillé d'exécution dans le délai de quinze (15) jours à compter de la délivrance de l'ordre de service de démarrage du marché. Il fait apparaître les tâches caractéristiques des travaux.

Le planning fait apparaître les enchaînements entre tâches par le rattachement graphique de l'achèvement d'une tâche donnée au début de la tâche suivante qu'elle conditionne, ainsi que le ou les chemins critiques de l'opération.

Ce planning sera ensuite notifié par ordre de service par le maître d'œuvre au titulaire.

Le titulaire accepte le planning contractuel d'exécution sans réserve, ce qui l'engage notamment à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour assurer le respect de ce planning (personnel, matériel, encadrement, etc...).

Le titulaire aura l'obligation de respecter non seulement la date d'achèvement de ses ouvrages, mais également les délais partiels et étapes de son propre avancement afin de faciliter des interventions connexes.

Le titulaire est tenu, sur simple demande du maître d'œuvre, d'augmenter le nombre de ses effectifs sur le chantier.

Dans le cadre du planning contractuel d'exécution mis au point pendant la période de préparation, le maître d'œuvre établit les plannings détaillés d'avancement par périodes. Il effectue les mises à jour et les ajustements nécessaires, notamment en cas de retard de travaux par rapport aux plannings détaillés.

Pour tout retard dans l'exécution des tâches, le maître d'œuvre pourra appliquer les pénalités de retard suivant les dispositions de l'article 4.3. du présent CCAP.

□

4.2 PROLONGATION (DU) (DES) DELAI(S) D'EXECUTION

4.2.1 PROLONGATION POUR INTEMPERIES

En vue de l'application éventuelle de l'article 19.2.3. du C.C.A.G. le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, défalquées du nombre de journées d'intempéries réellement constatées est fixé à 10 jours calendaires.

NATURE DU PHENOMENE				DUREE LIMITE
	INTENSITE OEUVRE	LIMITE	GROS	
Pluie	Plus de 5 mm entre 6 h et 18 h			24 heures
Vent	Plus de 80 km/ h pendant 12h			12 heures

La station météorologique de référence est : Bron (69500)

Si un de ces phénomènes nécessite une interruption des travaux, le délai d'exécution des travaux sera prolongé du nombre de jours ouvrés égal à celui pendant lequel un au moins des phénomènes naturels ci-dessus dépassera les intensités et durées limites définies, déduction faite du nombre de journées réputées prévisibles.

La prolongation du délai ne sera pas susceptible d'indemnité.

La prise en compte des journées ou demi-journées d'intempéries est subordonnée à :

- la constatation faite par le titulaire, le jour même et communiquée au maître d'œuvre avant 10 heures le jour même, ou avant 14 heures dans le cas de changement brutal des conditions atmosphériques,
- la fourniture des relevés de la station météo référente,
- la déclaration à la caisse responsable,
- la présentation des justificatifs au plus tard lors de la réunion de chantier suivante.

En cas de litige :

Il appartiendra à l'entreprise concernée de justifier à la maîtrise d'œuvre que les conditions atmosphériques rendaient effectivement l'accomplissement du travail dangereux ou impossible eu égard soit à la santé ou à la sécurité des travailleurs, soit à la nature ou à la technique du travail à accomplir.

L'arbitrage sera rendu par la maîtrise d'œuvre pour ce qui concerne la nature ou la technique du travail à accomplir, et par le coordonnateur C.S.P.S. pour ce qui concerne la sécurité et la santé.

4.2.2 PROLONGATION DU DELAI POUR AUTRES SITUATIONS

Les dispositions du CCAG s'appliquent.

Une décision du CNRS sera notifiée par ordre de service du maître d'œuvre.

Les arrêts de chantier résultant d'une mauvaise organisation de l'opérateur économique ne sont pas pris en considération pour la prolongation du délai d'achèvement des travaux (cf article 1.4 du présent document).

Il est stipulé que les travaux supplémentaires sont réputés devoir être exécutés à l'intérieur du délai contractuel global sauf stipulation contraire indiqué dans l'ordre de service concernant ces travaux supplémentaires (cf. article 3.5 du présent document).

4.3 PENALITES DE RETARD

En dérogation à l'article 20.1 du CCAG travaux, le titulaire pourra subir, en cas de retard dans l'exécution des travaux tel que prévu au calendrier détaillé d'exécution (date jalon, daté-clé, chemin critique...), une pénalité forfaitaire de cent (100€) euros nets de taxes par jour calendaire de retard.

4.4 PENALITES DIVERSES (AJOUTER DES PENALITES POUR ABSENCE DE NETTOYAGE)

4.4.1 ABSENCE AUX REUNIONS DE CHANTIER

Le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS, respectivement, convoquent les représentants des entreprises dans le compte rendu de la réunion hebdomadaire précédente. En cas d'absence à ces réunions, le maître d'ouvrage pourra appliquer une pénalité par absence constatée de cent (100) € nets de taxe sur proposition des organisateurs de ces réunions.

4.4.2 NON-RESPECT DES PRESCRIPTIONS RELATIVES A L'ORGANISATION DU CHANTIER

En cas de non-respect des obligations relatives à la sécurité du chantier ou de non-respect des prescriptions relatives à l'organisation du chantier, le maître d'ouvrage pourra appliquer une pénalité de cent cinquante (150) € nets de taxe par simple constatation du non-respect d'une de ces obligations. Ces pénalités seront cumulatives journalièrement et pour chaque cas constaté jusqu'au constat par la maîtrise d'œuvre du respect des obligations.

4.4.3 REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX

Le repliement des installations et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution. En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire, après mise en demeure, avec une pénalité de cent (100) € nets de taxe par jour calendaire de retard.

4.4.4 RETARD DANS LA LEVEE DES RESERVES

Il sera fait application de l'article 41.6 du CCAG travaux.

4.4.5 RETARD DIVERS

La maîtrise d'œuvre pourra appliquer au titulaire sur simple constat de sa part des pénalités d'un montant de cent euros nets de taxe (100€) pour les faits suivants :

- non-respect des demandes de nettoyage systématique et journalier, par jour calendaire,
- non-respect par le titulaire, des demandes d'intervention portées, sur les listes de contrôles, par le maître d'œuvre pendant les travaux et jusqu'à la réception, par jour calendaire,
- dépôt de matériels, matériaux, terres, gravats en dehors des zones prescrites: par jour calendaire et infraction,
- non fourniture de l'acte spécial de demande d'agrément d'un sous-traitant en cours de travaux, par jour calendaire après la date fixée par l'ordre de service ou la mise en demeure du maître d'œuvre. Le sous traitant ne sera pas accepté sur le chantier tant que ce dernier ne sera pas agréé par le maitre d'ouvrage.

4.5 DELAIS ET PENALITES POUR NON REMISE DE DOCUMENTS

4.5.1 DOCUMENTS FOURNIS AVANT LE DEBUT DES TRAVAUX

Les plans particuliers relatifs à la sécurité et la protection de la santé (P.P.S.P.S.) sont à remettre au coordonnateur dix (10) jours avant la fin de la période de préparation. En cas de retard dans la remise de ces documents, une pénalité de cent (100) € nets de taxes par jour calendaire de retard et par document pourra être appliquée au titulaire.

4.5.2 DOCUMENTS FOURNIS EN COURS DE CHANTIER SUR DEMANDE DU MAITRE D'ŒUVRE OU SELON L'ECHEANCIER DEFINI AU CALENDRIER DETAILLE D'EXECUTION DES TRAVAUX

Conformément à l'article 29 du C.C.A.G., les plans et les notes de calculs seront soumis à l'approbation du maître d'œuvre. En cas de retard dans la remise des plans et autres documents, une pénalité de cent (100) € nets de taxe par jour calendaire de retard par document pourra être appliquée au titulaire.

De même tout retard dans la remise de notices, fiches techniques, devis de travaux modificatifs et tous éléments techniques demandés par le maître d'œuvre (hors documents visés à l'alinéa précédent), pourra être sanctionné par une pénalité de cent (100) € nets de taxe par jour calendaire de retard par document, élément ou objet non remis.

4.5.3 DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

Par dérogation à l'article 40 du C.C.A.G., les plans et autres documents conformes à la réalisation des travaux sont à fournir à la réception des ouvrages. Dans le cas contraire, la non remise de ces documents fera l'objet d'une réserve à la réception de l'ouvrage.

Le décompte général ne deviendra définitif qu'après la remise de l'ensemble des documents des ouvrages exécutés.

4.6 CUMUL DES PENALITES

Les pénalités visées ci-avant sont cumulables et non plafonnées.

En dérogation à l'article 20.4 du CCAG-Travaux, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

4.7 REFACTIONS POUR IMPERFECTIONS TECHNIQUES

En attente d'un accord entre le maître d'ouvrage et le titulaire, les imperfections et malfaçons éventuelles visées par l'article 41.7 du C.C.A.G. feront l'objet d'une réfaction provisoire de 50 % du montant hors taxes des travaux correspondants tel qu'il résulte de l'application de la DPGF sur les quantités concernées, telles qu'elles sont constatées par la maîtrise d'œuvre.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1 RETENUE DE GARANTIE

Conformément aux articles 122 et suivants du décret du 25 mars 2016, le présent marché est soumis à une retenue de garantie d'un montant de cinq pour cent (5%) du montant TTC du marché tel qu'il résulte de l'acte d'engagement et des avenants éventuels.

Cette retenue de garantie peut être remplacée, au gré du titulaire, par la constitution d'une garantie à première demande ou par une caution personnelle et solidaire, sous réserve d'acceptation par le CNRS.

La garantie à première demande devant automatiquement être complétée, en cas d'avenant, dans les mêmes conditions.

La retenue de garantie sera remboursée, ou les établissements ayant accordé leur garantie à première demande, ou la caution personnelle et solidaire sont libérés au plus tard un mois après l'expiration de la garantie de parfait achèvement, sauf prolongation du délai de garantie, telle que prévue à l'article 44.2 du CCAG/Travaux.

En cas de réserves notifiées au titulaire et non levées avant la date d'expiration du délai de garantie de parfait achèvement, la retenue de garantie sera remboursée ou la garantie à première demande sera libérée au plus tard un mois après la date de la levée de ces réserves.

En cas de retard de remboursement, des intérêts moratoires sont versés selon la réglementation qui les régit.

5.2 AVANCE

Sauf mention contraire portée sur l'acte d'engagement par le titulaire, une avance de 20 % du montant (TTC) peut être versée au titulaire dans les conditions prévues aux articles 110 et suivants du décret du 25 mars 2016..

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

Le remboursement de l'avance commencera lorsque le montant des prestations exécutées qui figure à un décompte mensuel atteindra 65% du montant initial du marché. Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acomptes ou de solde. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint 80% du montant du marché.

5.3 NANTISSEMENT DE CREANCES

Le pouvoir adjudicateur remet au titulaire sur demande de ce dernier :

- soit une copie de l'original du marché revêtue d'une mention dûment signée, par elle, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché,
- soit un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie.

L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité est remis par l'organisme bénéficiaire de la cession ou du nantissement au comptable assignataire en tant que pièce justificative pour le paiement.

Cette demande doit être adressée au pôle achats marchés du CNRS - DELEGATION RHONE AUVERGNE.

ARTICLE 6. PROVENANCE - QUALITE - CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6.1 PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Les C.C.T.P. fixent la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

L'ensemble des cahiers des charges, DTU, des règles de calcul, des cahiers des clauses spéciales rendus obligatoires par décrets ou normes européennes reconnues s'applique au marché.

6.2 CARACTERISTIQUES – QUALITES – VERIFICATIONS - ESSAIS ET EPREUVE DES MATERIAUX ET PRODUITS

- 6.2.1. Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG et CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.
- 6.2.2. Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.
- 6.2.3. Le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :
 - s'ils sont effectués par le titulaire, ils seront rémunérés par application d'un prix de bordereau
 - toutefois, si les essais présentaient des résultats insuffisants, les essais complémentaires seraient alors à la charge du titulaire tant que les résultats à obtenir ne seront pas jugés satisfaisants, et ce, en dérogation à l'article 24.7 du CCAG
 - s'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le maître de l'ouvrage, mais sont à la charge du titulaire en cas de résultats insatisfaisants (en dérogation à l'article 24.7 du CCAG).

ARTICLE 7. PREPARATION - COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

7.1 COORDINATION DES ENTREPRISES

7.1.1 DIRECTION DE L'EXECUTION DES TRAVAUX / ORDONNANCEMENT PILOTAGE COORDINATION

La Direction de l'exécution des travaux et OPC sera effectuée par le maître d'œuvre.

7.2 PERIODE DE PREPARATION – PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX

En dérogation à l'article 28.1 du CCAG travaux, la période de préparation, d'une durée d'un (1) mois, commence à courir à compter de la délivrance de l'ordre de service de démarrage. Cette période est incluse dans le délai global d'exécution.

Il sera notamment procédé, à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage, aux opérations énoncées ci-après, à la diligence du titulaire :

- établissement dans un délai de quinze (15) jours du planning d'exécution des diverses tâches à accomplir pendant la période de préparation du chantier, accepté conjointement par la maîtrise d'œuvre et le coordonnateur SPS, en particulier le planning des études à exécuter en priorité pour permettre le commencement des travaux;
- établissement dans un délai de 10 jours et présentation par le titulaire au visa du maître d'œuvre et du coordonnateur SPS, du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires conformément à l'article 28.2 du C.C.A.G.;
- établissement de la liste prévisionnelle des plans d'exécution dans le délai de 8 jours;
- établissement et présentation des plans d'exécution, notes de calculs et études de détails nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29 du C.C.A.G.;
- établissement au moins dix jours avant la fin de la période de préparation du chantier, des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) et leur transmission au coordonnateur SPS;
- mise au point définitive et exécution par le titulaire des voies et réseaux divers pour la desserte des locaux destinés au personnel et alimentation des divers équipements et installations prévus dans ces locaux et des installations communes d'hygiène et de sécurité nécessaires à l'ensemble des entreprises en fonction de leurs effectifs et de leurs présences sur le chantier;
- établissement par le titulaire du schéma de signalisation du chantier;
- mise en place des installations de chantier par le titulaire;
- demande d'agrément des sous-traitants;
- fourniture des attestations d'assurances en cours de validité dues par l'entreprise (à renouveler tous les 6 mois);

Nota: Il est précisé que cette liste des prestations à exécuter pendant la période de préparation du chantier n'est pas limitative, mais qu'elle peut être précisée et/ou complétée par le maître d'œuvre pendant cette période : en conséquence le titulaire et ses sous-traitants ne pourront se prévaloir d'une omission dans cette énumération.

Le délai de la période de préparation pourra éventuellement être prolongé aux frais et risques du titulaire dans le cas où il n'aurait pas rempli toutes ses obligations dues pendant cette période ou ne pourrait pas commencer le démarrage des travaux.

7.3 ETUDES - PLANS D'EXECUTION

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées seront établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et études de détails au visa du maître d'œuvre. Celui-ci donnera son avis dans un délai de 10 jours ouvrables à compter du jour de la remise effective des documents.

Il est spécifié que le visa des documents par le maître d'œuvre laisse à l'entreprise titulaire la totalité de sa responsabilité, pour ce qui est de la conception et de l'exécution des travaux.

7.4 MESURES D'ORDRE SOCIAL - APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL

Pour l'application des articles 6.1 et 6.3 du C.C.A.G. travaux, le titulaire est réputé s'être informé auprès des services de l'Inspection du travail dont dépendra le chantier, des modalités d'application des textes concernant la protection de la main-d'œuvre et les conditions de travail, et maintiendra avec ces services des relations permanentes pour s'enquérir de l'évolution de ces modalités.

7.5 ORGANISATION - SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE SUR LES CHANTIERS

7.5.1 AFFICHAGE OBLIGATOIRE

En application de l'article L 4532-1 du Code du travail, pendant la durée des travaux, le titulaire est tenu d'afficher, pour tous les entrepreneurs travaillant sur le chantier leur nom, leur raison ou leur dénomination sociale ainsi que leur adresse dans le respect des caractéristiques définies par le maître d'œuvre.

7.5.2 INSTALLATION DE CHANTIER

Les installations qui seront mises en place pour les besoins du chantier sont à la charge du titulaire du lot n°3.

7.5.3 SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS SUR LE CHANTIER

A) Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de

protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent document sous le nom de « coordonnateur SPS ».

B) Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des manquements graves aux obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur le chantier.

En cas de danger grave et imminent constaté lors de ses visites de chantier, menaçant la sécurité d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut à ce titre arrêter tout ou partie du chantier après en avoir informé le représentant du maître d'ouvrage. La notification de ces arrêts et les mesures préconisées sont consignées au registre journal. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur S.P.S., sont également consignées dans le registre journal.

C) Moyens donnés au coordonnateur SPS

C1 - Libre accès

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

C2 - Obligations du titulaire

- Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :
 - le plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.) ;
 - tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
 - la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder sur le chantier ;
 - dans les 5 jours qui suivent l'ordre de service de démarrage des prestations du marché, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
 - les noms et les coordonnées de l'ensemble des sous-traitants. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
 - tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
 - la copie des déclarations d'accident du travail.
- Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisés en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.
- A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

D) obligations du titulaire vis-à-vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.)

Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé indiquera notamment :

- les noms et qualité de la personne chargée de diriger l'exécution des travaux ;
- les dispositions en matière de secours et d'évacuation, notamment :
 - o les consignes à observer pour les premiers secours aux victimes d'accidents et aux malades ;
 - o le nombre de travailleurs du chantier ayant reçu l'instruction nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence ;
 - o le matériel médical existant sur le chantier ;
 - o les mesures prises pour assurer, dans les moindres délais, le transport dans un établissement hospitalier de toute victime d'accident semblant présenter des lésions graves.
- les mesures prises pour assurer l'hygiène des conditions de travail et celles des locaux destinés au personnel, notamment :
 - o pour chacune des installations prévues, leur emplacement sur le chantier et leur date de mise en service prévisible.
- l'énumération des matériels et dispositifs prévus pour la réalisation de l'opération, en distinguant :
 - o les mesures spécifiques prises par l'entreprise pour prévenir les risques découlant :
 - o de l'exécution par d'autres entreprises de travaux dangereux pouvant avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs de l'entreprise,
 - o des contraintes propres au chantier ou à son environnement en particulier en matière de circulations ou d'activités d'exploitation particulièrement dangereuses,
 - o la description des travaux et des processus de travail de l'entreprise pouvant présenter des risques pour la sécurité et la santé des autres intervenants sur le chantier ;
 - o les dispositions à prendre pour prévenir les risques pour la sécurité et la santé que peuvent encourir les salariés de l'entreprise lors de l'exécution de ses propres travaux.

Le P.P.S.P.S. analyse de manière détaillée les procédés de construction et d'exécution ainsi que les modes opératoires retenus dès lors qu'ils ont une incidence particulière sur la santé et la sécurité des travailleurs occupés sur le chantier.

Il définit les risques prévisibles liés aux modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installations mis en œuvre, à l'utilisation de substances ou préparations, aux déplacements du personnel, à l'organisation du chantier.

Il indique les mesures de protection collective ou à défaut individuelle adoptées pour parer à ces risques ainsi que les conditions dans lesquelles sont contrôlés l'application de ces mesures et l'entretien des moyens matériels qui s'y attachent.

Il précise les mesures prises pour assurer la continuité des solutions de protection collective lorsque celles-ci requièrent une adaptation particulière en cours de chantier.

Le P.P.S.P.S. sera tenu à jour par le titulaire qui en signalera les modifications au coordonnateur et au maître d'ouvrage.

E) Locaux pour le personnel

Le projet des installations de chantier indiquera notamment, la localisation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates

devront être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

Ces locaux regrouperont des vestiaires, des douches, des sanitaires et des lieux de restauration dont les normes seront au moins égales en nombre et en qualité à celles des règlements et des conventions collectives en vigueur. Ils devront bénéficier de l'éclairage naturel.

Les accès aux locaux du personnel devront être assurés depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

7.6 OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC OU PRIVE

En dérogation à l'article 31.3 du C.C.A.G. travaux, les autorisations d'occupation temporaire du domaine public ou privé et les permissions de voirie devront être demandées par le titulaire à l'autorité compétente.

7.7 DEGRADATIONS CAUSEES AUX VOIES PUBLIQUES

En dérogation à l'article 34.1 du C.C.A.G. travaux, les contributions ou réparations dues pour des dégradations causées aux voies publiques seront à la charge du titulaire responsable.

7.8 RENDEZ-VOUS DE CHANTIER

Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre. Ils ont lieu, au minimum, toutes les semaines.

Le maître d'œuvre dirige la réunion de chantier et en établit le compte rendu.

Le maître d'œuvre convoquera par l'intermédiaire des comptes rendus de chantier, qui vaudront convocation en bonne et due forme, les entreprises, qu'elles soient titulaires ou sous-traitantes.

Le représentant de l'entreprise aux réunions de chantier devra obligatoirement être une personne qualifiée, ayant pouvoir d'engager la responsabilité de l'entreprise sur quelque sujet que ce soit.

Le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé est membre de droit des réunions de chantier, auxquelles il participe en tant que de besoin.

7.9 PROTECTION CONTRE LES NUISANCES

Il convient de se référer à l'annexe 1 du CCTC.

ARTICLE 8. CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX

8.1 ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX

8.1.1 ESSAIS ET CONTROLE

Les essais et contrôles d'ouvrages ou partie d'ouvrage sont prévus par le CCTP ou par les normes ou l'article XIV-1/ du CCTC.

Les dispositions de l'article 24.4. du CCAG travaux et de l'article 6.3 ci-dessus relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre sont applicables aux essais et contrôles objet du présent article.

8.1.2 ESSAIS ET CONTROLES EN SUS

Le maître d'ouvrage sur proposition du maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis au marché.

Si les essais sont effectués par le titulaire et qu'ils sont satisfaisants, ils lui seront rémunérés ; par contre, si les résultats des essais sont insatisfaisants, ils seront supportés par le titulaire (en dérogation à l'article 24.7 du CCAG travaux).

S'ils sont effectués par un tiers, ils seront réglés par le maître de l'ouvrage, mais seront à la charge du titulaire en cas de résultats insatisfaisants.

8.2 RECEPTION

La réception est l'acte par lequel le maître d'ouvrage accepte avec ou sans réserves, l'ouvrage exécuté dans les conditions définies aux articles 41 et suivants du CCAG travaux.

Dans le cadre de l'article 41 du CCAG travaux, la réception sera prononcée sous les réserves générales :

- de l'exécution des prestations nécessaires pour lever les observations formulées par le contrôleur technique dans l'ensemble de ses rapports;
- de l'obtention du certificat de conformité;
- de la remise de l'ensemble des plans d'exécution et notes de calcul conformes à l'exécution, des notices d'exploitation et procès-verbaux;
- de l'exécution concluante des essais et contrôles définis au CCTP.

8.3 PRESENTATION DES DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION

Les plans et autres documents à remettre par le titulaire au maître d'œuvre dans les délais prévus à l'article 4.5.3 ci-dessus seront présentés sous la forme définie ci-après :

Présentation

Le dossier des ouvrages exécutés sera fourni en 4 exemplaires sous forme d'un ou plusieurs classeurs, plus 1 exemplaire reproductible (CD, clé USB..) comprenant les mêmes documents que les exemplaires papiers, aux formats PDF et DWG, éventuellement scannés pour les documents n'existant pas sous format informatique - documentations techniques par exemple, et destinés l'un au maître d'ouvrage, l'autre au maître d'œuvre.

Le premier classeur devra comporter le sommaire complet de l'ensemble du dossier (liste des pièces écrites et des plans) et chaque classeur son sommaire particulier. Tous les documents devront comporter sur le cartouche, la mention D.O.E. en gros caractères.

Contenu

Le dossier D.O.E. comprendra les pièces suivantes :

- pièces écrites :
 - liste des matériels et des produits mis en œuvre avec les fiches commerciales et techniques,
 - notices d'entretien,
 - certificats de garantie,
 - résultats des essais et contrôles effectués,
 - notes de calcul.
- pièces graphiques :
 - plans des ouvrages exécutés.

8.4 DELAIS DE GARANTIE

Les stipulations de l'article 44 du C.C.A.G. sont seules applicables.

8.5 GARANTIES PARTICULIERES

Les garanties particulières sont définies, le cas échéant, dans les CCTP.

8.6 ASSURANCES

Le Titulaire assurera la protection des personnes (occupants des lieux, visiteurs, et personnels de son entreprise) pendant toute la durée des travaux.
Il est fait application de l' article 9 du CCAG-Travaux.

Le Titulaire s'engage à mener les actions et travaux nécessaires pour pallier le désordre dans un délai raisonnable en vue de limiter le préjudice du maître d'ouvrage.

ARTICLE 9. RÉSILIATION DU MARCHÉ

Le marché pourra être résilié par le maître de l'ouvrage dans les cas prévus aux articles 45 à 49 du C.C.A.G.-Travaux et dans le respect des dispositions de l'article 48 de ce même C.C.A.G.-Travaux.

Après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles 48 et suivants du décret du 25 mars 2016 ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail, le marché sera résilié aux torts du titulaire. Les mesures qui doivent être prises avant la fermeture du chantier pour assurer la conservation et la sécurité des ouvrages ou parties d'ouvrages exécutés sont à la charge de l'entrepreneur.

Par dérogation à l'article 46.4 du CCAG travaux, la personne responsable du marché pourra mettre fin au marché sans indemnité et à tout moment par décision de résiliation qui devra être notifiée par courrier recommandé avec accusé de réception.

ARTICLE 10. REGLEMENT DES LITIGES

Le règlement des litiges liés à l'exécution du présent marché fera l'objet d'une tentative de règlement devant le comité consultatif de règlement amiable des litiges (CCRA).

En cas d'échec de la tentative amiable, les parties pourront recourir à la transaction telle que définie aux articles 2044 et suivants du Code Civil. L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tout recours ultérieur pour le même sujet.

Si les litiges ne peuvent être réglés à l'amiable la juridiction compétente sera le tribunal administratif de Lyon.

ARTICLE 11. DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX

<u>Article du C.C.A.P. concerné</u>	<u>Article du C.C.A.G. auquel il est dérogé</u>
-------------------------------------	---

3.1.4	13.2.2
4.1	28.1
4.3	20.1
4.5.3.	40
4.6	20.4
6.2.3.	24.7
7.2	28.1
7.6.	31.3.
7.7.	34.1.
8.1.2.	24.7.
9	46.4